

JÉRÔME JAFFRÉ

# DÉFICIT EUROPÉEN, CRISE DES DROITES

## LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 1999 EN FRANCE

Au moment de leur cinquième édition depuis vingt ans, les élections européennes constituent toujours une source d'inquiétude pour les partis politiques et un objet d'ignorance pour beaucoup d'électeurs. Elles sont une épreuve pour les partis institutionnels par l'effet de la proportionnelle nationale qui favorise l'émiettement, par l'absence d'enjeux forts et lisibles et par la prime qu'elles accordent aux dissidents et aux porteurs de revendications catégorielles. Auprès des électeurs, elles ne parviennent pas à s'enraciner, suscitant une abstention sans cesse croissante et étant souvent utilisées par ceux qui se rendent aux urnes pour manifester des sentiments critiques, anti-européens, anti-partisans, voire, si les circonstances s'y prêtent, anti-gouvernementaux.

Dans la conjoncture particulière de juin 1999, deux ans exactement après les effets ravageurs de la dissolution prononcée par Jacques Chirac, les élections européennes continuent d'avoir un enjeu principalement orienté vers la politique intérieure. La consultation donnera-t-elle les premiers signes d'usure de la gauche plurielle comme l'échéance des deux ans de pouvoir le traduit ordinairement ? La droite, divisée en plu-

sieurs listes, parviendra-t-elle à amorcer une dynamique de reconquête ? Quels seront les effets de la scission intervenue au Front national entre les fidèles de Jean-Marie Le Pen et les partisans de Bruno Mégret ? Sur le plan européen, l'enjeu est moins visible, mais peut-être plus profond. Cinq mois après la naissance de l'euro, tant salué par les médias et les opinions publiques, y aura-t-il une dynamique favorable aux listes pro-européennes, sept ans après le quasi-revers subi lors du référendum sur le traité de Maastricht ?

Après une campagne qui ne suscite ni grand débat, ni montée d'intérêt, les résultats du 13 juin (voir *tableau 1*) font apparaître une très forte abstention : 52,2 % des inscrits, soit le record absolu de l'histoire électorale française tous scrutins confondus, hormis le référendum de 1988 sur la Nouvelle-Calédonie. On y lit également une poussée anti-européenne – en particulier à droite où la liste RFIE conduite par Charles Pasqua et Philippe de Villiers se classe en tête et une poussée anti-partis classiques avec le succès des listes environnementales (Verts et Chasseurs). Cependant, il n'y a pas d'usure au pouvoir de la gauche plurielle, alors que la droite

157

*Tableau 1. Les résultats des élections européennes du 13 juin 1999 en France métropolitaine*

Inscrits	38 580 192	
Votants	18 427 761	
Exprimés	17 336 053	
		<i>% inscrits</i>
Abstentions	20 152 431	52,2
Blancs et nuls	1 091 708	2,8
	<i>Voix</i>	<i>% exprimés</i>
Liste LO-LCR	906 839	5,2
Liste du Parti communiste	1 184 576	6,8
Liste Parti socialiste-PRG-MDC	3 791 275	21,9
Liste Verts Écologie	1 691 006	9,8
Liste Mouvement écologiste indépendant	268 262	1,6
Liste Chasse, Pêche	1 194 378	6,9
Listes divers inclassables	677 415	3,9
Liste Nouvelle UDF	1 602 225	9,2
Liste RPR-DL	2 173 067	12,5
Liste du Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe	2 278 911	13,2
Liste du Front national	995 445	5,7
Liste du Mouvement national	572 654	3,3

158

modérée ne parvient pas à créer une dynamique à son profit, malgré l'affaiblissement de l'extrême droite attendu depuis quinze ans.

#### LE DÉFICIT EUROPÉEN

##### *Une abstention record*

Très élevée en France, l'abstention bat aussi les records dans l'ensemble de l'Union européenne avec une moyenne de 49 % pour les Quinze. Une montée

continue depuis vingt ans : l'abstention était de 34 % aux premières élections de 1979, 36 % en 1984, 37 % en 1989, 41 % en 1994. La progression, exceptionnellement forte, est donc de 8 points depuis le dernier scrutin. La France, avec un accroissement de 6 points, est moins touchée que le Royaume-Uni (77 % d'abstention !, +13 points depuis 1994) et l'Allemagne (55 %, + 15 points). Il y a véritablement crise de la consultation qui trouve de moins en moins sa justifi-

cation dans les opinions publiques, alors même que l'idée européenne est forte et que la nécessité d'un contrôle démocratique est de plus en plus ressentie. En témoigne la montée continue de l'abstention dans un pays aussi profondément europhile et à fort enracinement démocratique et citoyen que les Pays-Bas (voir *tableau 2*).

**Tableau 2. La montée de l'abstention aux Pays-Bas depuis 1979**

1979	42 %
1984	49 %
1989	53 %
1994	64 %
1999	70 %

A l'origine de cette abstention massive, il y a sans doute la difficulté à faire émerger une citoyenneté européenne. En France, par exemple, le fait de se sentir « autant européen que français » est non seulement la réponse d'une minorité des interviewés (33 %) mais est même en recul de 5 points par rapport à une enquête similaire réalisée quatre ans auparavant. Plus encore, il y a l'inexistence croissante du Parlement européen dans la conscience publique. A la fin de 1998, selon les enquêtes de l'Eurobaromètre, 57 % des Européens déclarent n'avoir rien vu, lu ou entendu concernant l'institution au cours de la période récente. C'est le cas de 47 % des Italiens, 51 % des Espagnols, 58 % des Allemands, 62 % des Français et 69 % des Anglais. Pis : l'ignorance a fortement progressé au cours des dernières années. La notoriété était de 50 % à la fin 1983, avait reculé à 47 % à la fin 1988 puis à 43 % à la fin 1993. La remontée brutale

à 57 % à la fin 1998 met fin à l'espoir d'un enracinement progressif.

Une nouvelle fois, le fait de voter ou de s'abstenir aux élections européennes traduit une coupure sociologique marquée entre les catégories aisées et modestes, les personnes à haut niveau de diplôme et les personnes peu instruites, les hauts et les bas revenus. En France, le taux d'abstention est de 61 % parmi les personnes ayant moins de 5 000 francs de revenu mensuel et tombe à 32 % chez celles qui gagnent plus de 20 000 francs par mois. Toutefois, on relève que l'abstention touche 43 % des cadres supérieurs, 46 % des diplômés de l'enseignement supérieur, 39 % des personnes s'intéressant beaucoup ou assez à la politique. Même au sein des catégories les plus attentives au débat public et les plus favorables à la construction de l'Europe, l'abstention touche donc environ quatre électeurs sur dix – un score plus élevé que l'abstention globale à n'importe quel autre scrutin. Dans les communes de plus de 20 000 habitants, dont les résultats ont été publiés par *Le Monde* au lendemain du 13 juin, on ne relève *aucun* taux d'abstention inférieur à 40 % et des pourcentages supérieurs à 60 % dans 55 des 398 communes, avec par exemple 61 % d'abstention à Saint-Étienne, Reims ou Maubeuge, 62 % à Boulogne-sur-Mer ou Nice, 63 % à Roubaix, Calais ou La Seyne-sur-Mer, 65 % à Saint-Dizier et 70,5 % à Forbach.

Parmi les vaincus du scrutin, la tentation est grande de chercher dans l'abstention l'origine de leur échec, qui n'aurait dès lors qu'un aspect conjoncturel – les électeurs les ayant abandonnés non pour une autre formation politique mais par manque d'intérêt pour le scrutin. Pour y voir clair, on a procédé à une mise

**Tableau 3. Le lien entre l'accroissement de l'abstention et l'évolution des forces politiques entre 1997 et 1999**  
(calcul du coefficient de corrélation dans les villes de plus de 20 000 habitants)

<i>Avec l'écart</i>	<i>Évolution de l'abstention</i>
– de l'extrême gauche	.03
– du Parti communiste	-35
– du Parti socialiste	-15
– des écologistes	-12
– de la droite modérée	.06
– du Front national	-43

160

en relation de la progression de l'abstention et de l'évolution des forces politiques entre les législatives de 1997 et les européennes de 1999. Tant le calcul du coefficient de corrélation que les calculs d'écart par tranche d'augmentation de l'abstention sont clairs. L'explication de l'échec par l'abstention vaut, au moins partiellement, pour le Front national et le Parti communiste, mais ne vaut pas en revanche pour la droite modérée (voir *tableau 3*).

Là où l'abstention augmente le plus (une montée supérieure à 22 points), la droite modérée gagne en suffrages exprimés (+2 points) ; là, en revanche, où l'abstention progresse le moins (une montée inférieure à 18 points), la droite modérée recule d'un point. La conclusion est sans ambages : plus la progression de l'abstention a été forte, mieux la droite modérée a pu tirer son épingle du jeu – signe que la cause de son échec ne réside pas dans une démobilisation particulière de son électorat. Ce qui apparaît en revanche à l'examen des sondages, c'est la fin d'une surmobilisation de l'électorat de droite aux européennes telle qu'elle se manifestait dans les scrutins précédents et pouvait s'expliquer

par la sociologie élitiste de ce scrutin. En 1989, 42 % des électeurs de gauche aux législatives de l'année précédente déclaraient s'être abstenus contre 34 % des électeurs de droite. En 1994, la tendance restait la même : 39 % d'abstention parmi les électeurs de gauche des législatives de l'année précédente contre 34 % à droite. En 1999, l'équilibre est presque atteint : 44 % d'abstention parmi les électeurs de gauche des législatives de 1997 contre 42 % parmi les électeurs de droite.

### *La baisse régulière des pro-européens*

A ce premier déficit européen qui tient au niveau de l'abstention et à sa progression régulière s'ajoute un second : celui qui depuis 1984 voit s'amenuiser sans cesse le pourcentage des suffrages exprimés qui se prononce en faveur des listes favorables à la construction de l'Europe. A chaque scrutin on a ainsi procédé au classement – il est vrai simplificateur – entre les listes pro-européennes et les listes réservées à l'égard de l'Europe. En 1999 figurent dans le premier camp les listes Hollande, Cohn-Bendit, Bayrou et Sarkozy, dans le second les listes Laguiller, Hue, Pasqua,

**Tableau 4. Le partage entre « pro-européens »  
et « réservés à l'égard de l'Europe » depuis 1979**  
(% des suffrages exprimés)

	<i>Pro-européens</i>	<i>Réservés à l'égard de l'Europe</i>	<i>Inclassables</i>
1979	57,4	42,6	0
1984	72,6	26,8	0,6
1989	71,8	26,4	1,8
1994	59,5	39,3	1,2
1999	53,3	41,1	5,6

Le Pen, Mégret et Saint-Josse, chef de file des Chasseurs. Le *tableau 4* ci-dessus répertorie leurs scores respectifs depuis vingt ans.

L'avantage des pro-européens va en diminuant, même si le champ politique bouge (le RPR, anti-européen en 1979, absent sous sa propre étiquette aux trois scrutins suivants, est classé pro-européen en 1999) et si l'écart reste supérieur à ce qu'il était lors du référendum de Maastricht (51/49). Signe également inquiétant pour les pro-européens : la dynamique des campagnes joue toujours

en leur défaveur. Créditées de 60 % des intentions de vote à un mois du scrutin, les quatre listes favorables à l'Europe n'en retrouvent plus que 53 % dans les urnes le 13 juin.

Si la gauche est massivement favorable à l'Europe – les pro-européens représentent 72,3 % du total des voix de gauche + extrême gauche + Verts –, la droite, en y incluant l'extrême droite, est sur ce terrain coupée en deux, avec pour la première fois un très léger avantage aux « souverainistes » (voir *tableau 5*).

Le référendum sur Maastricht a introduit une coupure historique dans la

161

**Tableau 5. Le partage entre « pro-européens » et « réservés à l'égard  
de l'Europe » au sein de la droite et de l'extrême droite**  
(% des suffrages exprimés)

	<i>Pro-européens</i>	<i>Réservés à l'égard de l'Europe</i>	<i>Part des « souverainistes »</i>
1979	29,3	18,8	38,8
1984	44,6	11,8	20,9
1989	37,6	11,8	23,9
1994	26,0	23,1	47,0
1999	21,8	22,2	50,4

*Tableau 6. Le vote et l'abstention selon le niveau de revenus et le niveau de diplômes (en %)*

	<i>Pro-européens</i>	<i>Réservés à l'égard de l'Europe</i>	<i>Inclassables</i>	<i>Rappel du taux d'abstention</i>
Niveau de revenus mensuels				
– Moins de 5 000 francs	42	54	4	61
– De 5 000 à 7 500 francs	46	41	13	56
– De 7 500 à 10 000 francs	52	43	4	51
– De 10 000 à 15 000 francs	56	41	3	52
– De 15 000 à 20 000 francs	56	39	5	45
– Plus de 20 000 francs	59	31	10	32
Niveau de diplômes				
– Sans diplôme	48	49	3	61
– Certificat d'études	58	38	4	50
– BEPC, CAP, BEP	47	49	4	56
– Baccalauréat	52	41	7	50
– Enseignement supérieur	61	30	9	46

Sondage post-électoral de la Sofres, 2 000 interviews, 19-24 juin 1999.

162

droite française en faisant émerger en son sein un fort pôle anti-européen, qui jusqu'à présent n'a pas percé dans les élections nationales, mais ne cesse de progresser dans les consultations européennes. Après la renaissance de l'extrême droite facilitée par le recours à la proportionnelle pour les législatives de 1986, François Mitterrand, en décidant un référendum sur le traité de Maastricht, a lancé en direction de la droite une deuxième bombe à fragmentation.

Encore faut-il noter que les calculs que l'on vient d'effectuer le sont par rapport aux suffrages exprimés. Or, la forte abstention n'est pas seulement un indicateur de désintérêt, elle traduit aussi

chez beaucoup une distance, voire une réticence à l'égard de la construction de l'Europe qui prive sans doute les listes critiques d'une part de leur potentiel. Ainsi parmi les électeurs du « oui » à Maastricht, tel que les électeurs se remémorent leur vote sept ans après, le taux d'abstention aux européennes de 1999 est de 43 % alors qu'il monte à 48 % parmi les partisans du « non ». Sociologiquement, on relève une identité de profil entre les électeurs des listes anti-européennes et les abstentionnistes. Les réservés à l'égard de l'Europe voient leur pourcentage diminuer régulièrement à mesure que s'élèvent le niveau de revenus, le niveau d'instruction et la classe sociale. Le pourcentage d'abstention, on l'a vu, tombe de 61 % à 32 % dans les

deux catégories extrêmes du niveau de revenus ; parmi les suffrages exprimés, le pourcentage des anti-européens tombe parallèlement de 54 % à 31 % (voir *tableau 6*).

Tant pour l'abstention que pour le partage pro/anti-européens, le niveau de revenus se montre plus discriminant que le niveau d'instruction. Si ces résultats se confirmaient, ils indiqueraient que l'Europe devient moins un projet de civilisation à construire qu'un marché économique à renforcer pour tirer plus de croissance et de richesse. La coupure sociologique entre « ceux d'en bas » et « ceux d'en haut » s'en trouverait accentuée.

### *Le succès des Chasseurs*

Un autre élément de la dimension anti-européenne réside dans le nombre de voix élevé obtenu par la liste « Chasse, Pêche, Nature et Tradition ». Pour sa troisième présence dans ce type de scrutin, elle réussit à dépasser la barre des 5 % et à disposer d'élus au parlement de Strasbourg. Les Chasseurs recueillent plus d'un million de suffrages, obtiennent 6,9 % des voix et devancent d'un rien le Parti communiste en métropole (mais sont devancés par lui si l'on intègre l'outre-mer). Ils dépassent 10 % des voix dans 22 départements (au lieu de 6 en 1989 et 22 en 1994) et atteignent même 27 % des suffrages exprimés dans la Somme, s'y classant en tête de toutes les listes.

Le vote « Chasse » est massivement masculin (73 % d'hommes parmi ses électeurs contre 27 % de femmes, soit les mêmes proportions qu'en 1989 et 1994). Il comporte la plus forte proportion d'ouvriers de tous les électors : 31 % contre 28 % chez les lepénistes, 17 % parmi les électeurs Hue ou Laguiller. Il

est aussi le moins politisé : 60 % des Chasseurs ne s'intéressent pas du tout ou peu à la politique, contre 44 % parmi l'ensemble des votants. Le vote reste aussi marqué à droite, comme c'était déjà le cas lors des élections précédentes : 53 % de ses électeurs ont voté Chirac au second tour de la présidentielle, 35 % Jospin et 12 % n'ont pas pris part au vote. Ses deux motivations principales (voir plus loin le *tableau 13*) sont la défense des valeurs traditionnelles (seul électorat dans ce cas) et l'environnement.

Mais cette importance attachée à l'environnement renvoie dans leur cas à l'intensité d'un sentiment anti-Verts. Au niveau des départements, le vote Saint-Josse est très fortement corrélé mais de façon négative avec le vote Cohn-Bendit (-.60) et, à un moindre degré, avec le vote Waechter (-.44), alors qu'avec toutes les autres forces le coefficient est inférieur à -.30. Selon les sondages, 67 % des Chasseurs peuvent être classés comme anti-Verts (c'est-à-dire qu'ils ont à la fois une mauvaise opinion de cette formation et ne souhaitent pas voir Dominique Voynet jouer un rôle important à l'avenir), contre 55 % des électeurs de la droite modérée, 52 % à l'extrême droite et 14 % à gauche. Au-delà de cette crispation, le vote des Chasseurs est aussi un vote anti-partis, quelle qu'en soit la tendance. Ce sont les électeurs de Jean Saint-Josse qui portent le jugement le plus sévère sur les sept grands partis (PC, PS, Verts, UDF, DL, RPR, FN) : 30 % seulement de bonnes opinions en moyenne globale, un score comparable à celui des électeurs de la liste Laguiller-Krivine (31 %), pire que les électeurs des listes Le Pen-Mégret (36 %) et de la liste Pasqua (33 %).

Enfin, la dernière dimension est tout naturellement anti-européenne. Le vote Saint-Josse reste fortement corrélé au « non » au référendum sur Maastricht (.50), davantage même que le vote Hue (.43) ou le vote Le Pen (.36).

#### L'AFFAISSEMENT DE L'EXTRÊME DROITE

##### *Le recul*

Alors que, de 1995 à 1998, le Front national avait toujours atteint le niveau de 14-15 % des suffrages, tant à la présidentielle qu'aux législatives, aux régionales ou même aux cantonales (14 % au lieu de 10 % en 1994), l'extrême droite, divisée en deux listes mortellement antagonistes après la scission de décembre 1998, ne recueille, toutes tendances confondues, que 9 % des suffrages exprimés, 4 % des électeurs inscrits. Jean-Marie Le Pen parvient à peine à dépasser le million de suffrages alors qu'à la présidentielle il en ralliait quatre millions et demi.

Comparé aux européennes de 1994, le recul est plus limité. La liste du Front national, concurrencée par celle de Philippe de Villiers, n'y recueillait-elle pas seulement 10,6 % des suffrages exprimés ? Mais, même à cette aune, le changement de niveau de l'extrême droite est sensible. *En influence sur le territoire* tout d'abord : elle dépassait 12 % des voix dans 26 départements en 1994, dans 10 seulement en 1999 pour les deux listes cumulées. Elle franchissait le seuil des 15 % dans 101 villes de plus de 20 000 habitants, dans 46 seulement cette année. *En poids sociologique* aussi : en 1994, le FN obtenait 17 % des voix ouvrières, 20 % des voix des employés ; en 1999, 13 % seulement dans chacune de ces deux catégories. Dans les tranches

d'âge de moins de 50 ans, le recul est net : -5 points chez les 25-34 ans, -4 points chez les 35-49 ans. L'âge moyen de l'électeur d'extrême droite passe de 44,5 ans en 1994 à 50,8 ans en 1999, une forte augmentation si l'on songe au renouvellement naturel des générations. *En capacité de mobilisation idéologique* enfin : en 1994, le FN obtenait 42 % des suffrages parmi les électeurs qui, sur la traditionnelle échelle gauche/droite de la Sofres, se classent sur les cases 6 et 7, dénommées « extrême droite », il en obtenait même 49 % aux régionales de 1998. Un an plus tard, les deux listes n'en recueillent plus que 35 %.

Le recul est encore plus grand qu'il n'y paraît car, politiquement, 6 + 3 ne font pas 9. Divisée et affaiblie, l'extrême droite perd beaucoup de sa capacité de nuisance qui suppose dans les scrutins majoritaires qu'elle franchisse le seuil de maintien aux seconds tours : 10 % des suffrages exprimés aux municipales, 10 % des inscrits aux cantonales, 12,5 % des inscrits aux législatives. Il y a cinq ans, sur 394 villes de plus de 20 000 habitants, le FN dépassait les 10 % des suffrages exprimés dans 259 villes. En 1999, la liste Le Pen n'y parvient que dans 29 communes et la liste Mégret dans seulement 4. Aux municipales de 1995, le FN représentait 35,2 % des voix à Dreux, 11,8 % pour Le Pen aux européennes de 1999, 31,8 % à Toulon, 10,8 % pour Le Pen, 24,4 % à Roubaix, 10,5 % pour Le Pen, 30,5 % à Mulhouse, 8,3 % pour Le Pen, 43,1 % à Vitrolles, 24 % aujourd'hui pour la liste du « maire consort » Bruno Mégret.

##### *Le partage Le Pen/Mégret*

La rivalité des deux listes tourne à l'avantage du chef historique de l'extrême

**Tableau 7. La filiation des votes Le Pen et Mégret  
avec la tradition d'extrême droite**  
(calcul du coefficient de corrélation par département)

	<i>Le vote Le Pen</i>	<i>Le vote Mégret</i>
Présidentielle 1965 (Tixier-Vignancour)	.10	<b>.46</b>
Présidentielle 1974 (Le Pen)	.20	<b>.45</b>
Européennes 1984 FN	.66	<b>.84</b>
Européennes 1989 FN	.74	<b>.89</b>
Européennes 1994 FN	.92	.88
Présidentielle 1995 (Le Pen)	.93	.85
Législatives 1997 FN	.92	.90
Régionales 1998 FN	.89	.91

165

droite dans la proportion de presque deux contre un : 5,7 % contre 3,3 %. La liste de Jean-Marie Le Pen obtient ainsi 5 sièges au Parlement européen alors que son rival rate le seuil d'élection et le remboursement des frais de campagne. En termes d'ordre d'arrivée, l'avantage de Le Pen est massif. Il devance son rival dans les 22 régions métropolitaines, dans 95 des 96 départements métropolitains (la seule exception, de taille, étant les Bouches-du-Rhône, mais Le Pen est en tête à Marseille qu'ambitionnait de conquérir Mégret aux municipales prochaines), dans 381 villes sur les 398 de plus de 20 000 habitants. 17 villes seulement donnent l'avantage à Mégret dont 7 dans les Bouches-du-Rhône, Mulhouse et... Neuilly-sur-Seine.

Analysé plus finement, le rapport de forces entre les deux listes est plus équilibré, en particulier sur le terrain politique. Ainsi, le vote Mégret s'inscrit davantage que le vote Le Pen dans le terreau habituel de l'extrême droite. En

témoigne le coefficient de corrélation des deux listes avec les votes antérieurs qui permet d'établir leur filiation. Il fait apparaître une plus grande proximité du vote Mégret avec le vote d'extrême droite des années 1965-1989 (voir *tableau 7*).

Parmi les électeurs qui, sur l'échiquier politique, se classent à l'extrême droite, Bruno Mégret parvient à devancer d'un rien, mais à devancer tout de même, Jean-Marie Le Pen : 18 % pour le premier, 17 % pour le second. De même, les deux listes font-elles pratiquement jeu égal (un point de différence) parmi les électeurs qui s'intéressent beaucoup ou assez à la politique.

Dans le noyau de l'extrême droite, les deux listes sont donc très proches. Jean-Marie Le Pen parvient à conserver l'avantage sur son jeune rival en s'assurant d'une victoire plus sociologique que politique. Il prend en effet un net avantage dans les catégories qu'il avait réussi ces dernières années à amalgamer au vote traditionnel d'extrême droite : un électorat ouvrier, peu diplômé, peu politisé et ne se recon-

*Tableau 8. Le partage Le Pen/Mégret  
dans quelques catégories*

	Liste Le Pen	Liste Mégret	Écart
– Ouvrier	10	3	+7
– Petit commerçant, artisan	9	11	-2
– Sans diplôme, certificat d'études	7	2	+5
– Baccalauréat, enseignement supérieur	2	4	-2
– Intérêt politique faible	8	4	+4
– Intérêt politique élevé	4	3	+1
166 – Se classe à l'extrême gauche, à gauche	2	1	+1
– Se classe au centre	10	1	+9
– Se classe à droite	5	3	+2
– Se classe à l'extrême droite	17	18	-1

Sondage post-électoral de la Sofres.

naissant pas dans la mouvance extrémiste (voir *tableau 8*).

Le succès de Jean-Marie Le Pen sur son rival repose sur son image personnelle et sa capacité à gagner des suffrages au-delà du noyau dur de l'extrême droite, parmi ces « ni-nistes » (ces électeurs non extrémistes et peu politisés) analysés par Nonna Mayer dans son récent ouvrage *Ces Français qui votent FN*<sup>1</sup>. Mais ce vote a-t-il le même avenir avec un chef vieilli, préoccupé du maintien de son pouvoir personnel plutôt que d'assurer sa succession ? Et si Bruno Mégret paraît capable de fixer le noyau de l'extrême droite, comment pourra-t-il l'élargir sans disposer d'aucune des qualités qui transforment le chef d'une secte en un leader populiste ?

#### LE NOUVEL ÉCHEC DE LA DROITE MODÉRÉE

Subissant sa quatrième défaite en trois ans, la droite modérée ou républicaine – c'est-à-dire, en la circonstance, les listes Bayrou, Sarkozy et Pasqua – recule une nouvelle fois. Avec 34,9 % des suffrages exprimés, elle perd un point à chaque élection depuis deux ans alors qu'en 1997 déjà elle enregistrait son plus mauvais résultat depuis la guerre. Son argument habituel qui veut que la gauche gagne grâce à la nuisance exercée par l'extrême droite perd beaucoup de sa force. Le rapport gauche/droite ainsi entendu en intégrant dans chaque camp les extrêmes se resserre beaucoup et n'a jamais été aussi favorable à la gauche

1. Paris, Flammarion, 1999.

**Tableau 9. Le rapport de forces gauche/droite**  
(% des suffrages exprimés)

	<i>Gauche plurielle</i>	<i>Droite modérée</i>	<i>Écart</i>
– Législatives 1997	41,8	36,3	+5,5
– Régionales 1998	36,6	35,6	+1,0
– Européennes 1999	38,5	34,9	+3,6

	<i>Gauche plurielle et extrême gauche</i>	<i>Droite et extrême droite</i>	<i>Écart</i>
– Législatives 1997	44,3	51,6	-7,3
– Régionales 1998	40,8	51,2	-10,4
– Européennes 1999	43,7	44,0	-0,3

167

depuis les scrutins législatifs et cantonaux de 1988, juste après la réélection triomphale de François Mitterrand (voir *tableau 9*).

Cependant, pour la droite, cette nouvelle défaite n'était pas inéluctable. Elle aurait pu tirer profit de l'élargissement de son offre politique alors que beaucoup avaient souligné le rétrécissement dû à l'union imposée aux scrutins législatifs et régionaux. Surtout, la droite aurait dû bénéficier de l'essoufflement de l'extrême droite. Or, le pire est qu'elle a connu la défaite tout en récupérant une part non négligeable du vote frontiste. Au niveau des villes de plus de 20 000 habitants, la relation est étroite entre le recul du FN et l'évolution de la droite modérée, des régionales de 1998 aux européennes de 1999. Plus le Front national perd du terrain, mieux la droite modérée se porte (voir *tableau 10*).

Double vérification de ce transfert : le coefficient de corrélation entre les évo-

lutions du Front national et de la droite modérée atteint le niveau très élevé de -.60 alors qu'avec l'évolution de la gauche plurielle il est pratiquement nul (.03). Enfin, dans le sondage post-électoral de la Sofres, parmi les électeurs de la présidentielle ayant pris part aux européennes, 21 % des électeurs Le Pen déclarent avoir voté cette fois-ci pour la droite modérée, 6 % seulement pour la gauche plurielle.

#### *La perte des catégories aisées*

L'échec de la droite modérée est en partie de nature sociologique. Depuis le retrait du général de Gaulle, elle a perdu son influence en milieu ouvrier. Dans le courant des années 1980, elle a chuté dans les classes moyennes. Les européennes de 1999 signent son recul brutal dans les catégories aisées (les cadres supérieurs). La droite en France ne se maintient plus à un niveau élevé que chez les retraités et les inactifs (voir *tableau 11*). Ce qui signifie qu'elle se rétracte de plus en plus dans la France traditionnelle et se

**Tableau 10. La relation entre le recul du Front national  
et l'évolution de la droite modérée  
dans les villes de plus de 20 000 habitants  
(% des suffrages exprimés)**

	<i>Recul du Front national</i>			
	<i>&gt; à 9 pts</i>	<i>de 7 à 9 pts</i>	<i>de 5 à 7 pts</i>	<i>&lt; à 5 pts</i>
<i>Score de la droite modérée</i>				
– Régionales 1998	28,4	31,5	35,4	34,2
– Européennes 1999	33,4	32,9	35,3	33,0
<b>Écart</b>	<b>+5 pts</b>	<b>+1,4 pt</b>	<b>-0,1 pt</b>	<b>-1,2 pt</b>
<i>– Part de la liste Pasqua dans la droite modérée</i>				
	42,9 %	38,3 %	36,0 %	34,9 %

168

**Tableau 11. L'évolution du vote en faveur de la droite modérée  
dans les grandes catégories sociales  
(% des suffrages exprimés)**

	<i>Profession du chef de ménage</i>			
	<i>Catégorie des retraités, inactifs</i>	<i>Catégories aisées (cadres)</i>	<i>Catégories moyennes (professions intermédiaires)</i>	<i>Catégories populaires (ouvriers, employés)</i>
– Européennes 1979	55	62	41	30
– Européennes 1984	50	59	44	32
– Européennes 1989	43	46	31	21
– Européennes 1994	47	40	30	22
– Européennes 1999	43	28	30	26
<b>Évolution 99/89</b>	<b>=</b>	<b>-18 pts</b>	<b>-1 pt</b>	<b>+5 pts</b>

Sondages post-électorales de la Sofres.

coupe de toutes les catégories d'actifs, quel que soit leur niveau social. Pour elle, le chemin de la reconquête passe donc par une plus grande osmose avec les catégories sociales actives qui ont en charge la vitalité et l'avenir du pays.

Où donc sont allées les catégories aisées ? En dix ans, de 1989 à 1999, elles

ont glissé en faveur de la gauche et des Verts, qui progressent au total de 26 points mais, curieusement, assez peu au profit du PS. Les Verts gagnent 10 points, l'extrême gauche 6, le Parti communiste 4, le Parti socialiste 6 aussi, 6 seulement s'agissant du parti pivot de la gauche française.

### *Trois listes, trois échecs de dimension variable*

L'élargissement de l'offre politique n'a pas suffi à accroître la capacité d'attraction de la droite modérée. Pourtant, l'examen des résultats prouve que chacune des trois listes avait ses caractéristiques propres, susceptibles d'attirer telle ou telle catégorie d'électeurs. La liste Bayrou se positionne au centre droit et attire les électeurs de son camp les plus favorables à l'Europe, la liste Sarkozy renvoie au gaullisme chiraquien historique, la liste Pasqua rassemble un vote anti-européen et anti-cohabitationniste. Le calcul du coefficient de corrélation permet une nouvelle fois de définir assez précisément la filiation de chacune des trois listes (voir *tableau 12*).

Avec 9,2 % des suffrages exprimés, la liste de la Nouvelle UDF conduite par François Bayrou obtient un succès politique, faisant mieux que la liste de Simone Veil en 1989 (8,4 % des voix) et surtout pesant 26,4 % du total d'une droite tripolaire quand, il y a dix ans, la liste centriste n'en représentait que 22,6 % face à la toute-puissance de la liste d'union conduite par Valéry Giscard d'Estaing. Comme le montre le *tableau 12*, le vote Bayrou s'inscrit dans la tradition centriste des votes Veil et Lecanuët, mais s'élargit à une tradition de droite représentée par le vote Pompidou de 1969 ou le vote Balladur de 1995. Surtout, il s'agit d'un vote pro-européen. Le coefficient de corrélation avec le vote « oui » à Maastricht est exceptionnellement élevé (.72). Dans les villes de plus de 20 000 habitants, le résultat obtenu lui est étroitement lié. Il varie de 6,2 % quand le « oui » était inférieur à 46 % des voix pour doubler à 12,5 % quand le « oui » dépassait les 60 %.

Cependant, il ne faut pas s'illusionner à l'excès sur la performance centriste. Avec son score, la Nouvelle UDF justifie son existence et sa stratégie mais elle ne peut encore prétendre jouer le tout premier rôle. Elle est en effet presque partout devancée par ses concurrents de la droite modérée, voire par les deux à la fois. La liste Bayrou ne se classe en tête de la droite que dans 4 départements métropolitains (les Pyrénées-Atlantiques – à tout seigneur, tout honneur –, les Hautes-Pyrénées de Philippe Douste-Blazy, le Bas-Rhin et le Maine-et-Loire) et dans seulement 33 villes sur 398 (dont Toulouse, Rennes, Angers, Strasbourg, Mulhouse et Amiens). Dans 86 départements et 334 villes, la Nouvelle UDF est devancée à la fois par la liste Pasqua et par la liste Sarkozy. Dans les 50 municipalités recensées par nos soins dont elle détient la mairie, elle ne se classe en tête que 15 fois, Sarkozy 14 et Pasqua 21 (dont Lyon et Saint-Étienne).

Avec 12,5 % des voix, la liste Sarkozy-Madelin subit tous les affronts à la fois : le plus mauvais score du gaullisme de toute l'histoire de la V<sup>e</sup> République, un net recul par rapport au score attribué dans les intentions de vote à Philippe Séguin avant sa défection (18-20 % des suffrages) et, *the last but not the least*, être devancée par la liste dissidente de Charles Pasqua. Les structures du vote Sarkozy épousent fidèlement la tradition du gaullisme chiraquien mais en fonctionnant comme un modèle réduit. Le coefficient de corrélation avec les votes Chirac, y compris ceux de la période anti-giscardienne, est très élevé, ainsi qu'avec les votes Pompidou et de Gaulle, mais pas avec le vote Chaban-Delmas de 1974. Ultrachiraquien, le mauvais score de la liste accuse la fai-

*Tableau 12. La filiation des électorats de droite  
(calcul du coefficient de corrélation par département)*

		<i>Électorats</i>		
		<i>F. Bayrou</i>	<i>N. Sarkozy</i>	<i>Ch. Pasqua</i>
	Présidentielle 1995			
	– E. Balladur	<b>.66</b>	.23	.17
	– J. Chirac	-.12	<b>.63</b>	.00
	– Ph. de Villiers	.16	-.23	<b>.70</b>
	Européennes 1994			
	– Ph. de Villiers	.25	.05	<b>.73</b>
170	Référendum sur Maastricht			
	– « Oui »	<b>.72</b>	.15	-.17
	Européennes 1989			
	– S. Veil	<b>.67</b>	-.05	.03
	– V. Giscard d'Estaing	.38	<b>.73</b>	.36
	Présidentielle 1988			
	– R. Barre	.70	.05	.31
	– J. Chirac	.02	<b>.71</b>	.19
	Présidentielle 1981			
	– V. Giscard d'Estaing	<b>.62</b>	.19	.26
	– J. Chirac	-.06	<b>.66</b>	.09
	Européennes 1979			
	– S. Veil	.70	.18	.33
	– J. Chirac	-.10	<b>.75</b>	.08
	Présidentielle 1974			
	– V. Giscard d'Estaing	<b>.55</b>	.38	.29
	– J. Chaban-Delmas	-.05	.08	-.13
	Présidentielle 1969			
	– A. Poher	.27	-.15	.05
	– G. Pompidou	<b>.55</b>	<b>.57</b>	.17
	Présidentielle 1965			
	– J. Lecanuet	<b>.71</b>	.20	.19
	– Ch. de Gaulle	<b>.41</b>	<b>.50</b>	-.03

blesse du président de la République. De fait, la relation est étroite entre le soutien au chef de l'État et le vote des européennes. Au sein de la droite modérée, ceux qui font « tout à fait confiance » à Jacques Chirac (et qui représentent 20 % des votants) ont voté de façon privilégiée pour la liste Sarkozy (37 %) plutôt que pour Bayrou (21 %) et *a fortiori* Pasqua (19 %). Ceux qui lui font « plutôt confiance » ont voté Sarkozy à 35 %, Pasqua à 30 %, Bayrou à 20 % ; ceux enfin, qui ne lui font « pas confiance » (soit 17 % des votants) ont choisi Pasqua à 38 %, Bayrou à 27 % et Sarkozy à seulement 20 %.

L'échec de la liste RPR-DL est d'autant plus aigu que ce chiraquisme modèle réduit se limite aux beaux quartiers. Sarkozy obtient 41 % des voix à Neuilly – sa ville, certes –, mais 31,5 % dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, 28,5 % dans le VIII<sup>e</sup>, 25,6 % dans le VII<sup>e</sup>, 22,9 % au Chesnay, 22,5 % à Saint-Cloud et 21,1 % à Saint-Germain-en-Laye. Là s'arrêtent pratiquement les bons scores. Dans les communes populaires, les résultats tournent à la débandade : par exemple 7,9 % à Creil, 6,7 % à Trappes, 6,3 % à Romainville ou 4,4 % à Liévin.

Pour Nicolas Sarkozy, le combat des européennes est venu deux fois trop tôt. Comme leader de la liste tout d'abord, après l'abandon de poste de Philippe Séguin, ce qui a transformé en un raccourci dévastateur le maire de Neuilly, figure éponyme du « traître » à la présidentielle, en chantre zélé du chiraquisme. Comme chef de guerre contre le socialisme ensuite, alors que l'action du gouvernement Jospin ne suscite pas à l'heure actuelle de passions hostiles et que le soutien à la cohabitation de Jacques Chirac rend déphasé le discours

tout feu tout flamme du secrétaire général du RPR. Au demeurant, les anti-socialistes acharnés (ceux qui ont à la fois une mauvaise opinion de Lionel Jospin, du PS et de ses dirigeants) ont préféré voter Pasqua (30 % des suffrages exprimés) plutôt que Sarkozy (21 %).

Précisément, Charles Pasqua et Philippe de Villiers raflent la mise à droite en réunissant sur leur nom un vote anti-européen et un vote anti-cohabitacionniste, double signe de distance à l'égard du président de la République. Les coefficients de corrélation du *tableau 12* montrent qu'il n'y a *aucun* lien entre leur score et les structures du chiraquisme ou du gaullisme électoral. L'analyse des motivations de vote classées par rang d'importance confirme la spécificité du vote RFIE (voir *tableau 13*). Elle est la seule liste à placer en tête la défense des intérêts de la France loin devant la construction de l'Europe (en sixième position seulement). Les électeurs de la liste RPR-DL privilégient l'Europe et l'insécurité, ceux de la Nouvelle UDF l'Europe et la défense des intérêts de la France (qui, à leurs yeux, ne sont pas antagonistes), ceux de l'extrême droite citent l'insécurité en tête et ignorent totalement la dimension européenne du scrutin.

Le vote Pasqua est aussi un vote anti-cohabitacionniste. Selon une enquête de la Sofres réalisée le jour du vote, le partage des sympathisants du RPR repose en partie sur leur vision de la cohabitation. Les RPR qui souhaitent la voir aller au terme normal de la législature ont voté à 49 % pour la liste Sarkozy, à 25 % pour la liste Pasqua. Ceux qui souhaitent des élections anticipées ont inversé la tendance en votant

Tableau 13. L'idéologie des électorats

	Ensemble de l'électorat	Liste Bayrou	Liste Sarkozy
Le chômage	1	2	4
La construction de l'Europe	2	①	①
L'avenir du pays	3	4	2
L'insécurité	4	7	②
L'environnement	5	7	7
La défense des acquis sociaux	6	5	8
La défense des intérêts de la France	7	②	5
La défense des valeurs traditionnelles	8	9	6
L'immigration	9	12	9
La moralisation de la vie politique	10	5	9
Le pouvoir d'achat	11	11	11
La guerre au Kosovo	12	9	11

Sondage Sofres-Journaux de province, 19-21 juin 1999.

Pasqua à 44 %, Sarkozy à 30 %. Enfin, la liste RFIE est une machine à ramasser les lepénistes. Dans les villes, le coefficient de corrélation entre le recul FN de 1998 à 1999 et le vote Pasqua est de  $-0,37$ , significativement plus élevé que la relation avec le vote Bayrou ( $.23$ ) ou le vote Sarkozy ( $.08$ ). Le phénomène apparaîtrait aussi à la lecture du *tableau 10*, qui voit la proportion du vote Pasqua au sein de la droite modérée s'élever en fonction de l'ampleur du recul frontiste. Dans les zones où le FN résiste le mieux, la liste Pasqua représente moins de 35 % des suffrages de la droite républicaine, là où il perd le plus, elle monte à 43 %. Ces phénomènes de transfert sont particulièrement visibles dans le Sud-Est et en particulier dans le Var (dans des communes comme Toulon, Saint-Raphaël ou même Fréjus) et les Alpes-Maritimes

(à Cannes, Cagnes-sur-Mer ou Vallauris, par exemple).

En définitive, c'est le score catastrophique de la liste RPR-DL qui signe le succès de la liste RFIE, qui, malgré un contexte plus aisé, ne fait guère mieux que Philippe de Villiers en 1994 (12,4 %). Ce score limité tient à la faible audience de la liste dans les milieux populaires, qui suffit à la différencier du RPF de jadis. Parmi les ouvriers et les employés, la liste Pasqua ne recueille que 11 % des suffrages (contre 9 % à Sarkozy et 6 % à Bayrou). Dans le décile des villes de plus de 20 000 habitants où la proportion des milieux populaires est la plus forte, sa liste arrive certes en tête de la droite mais avec seulement 10,3 % des voix. Loin du gaullisme populaire, la liste ne recueille que 9,8 % à Pierrefitte,

*le rang des motivations de vote*

<i>Liste Pasqua</i>	<i>Listes d'extr. droite</i>	<i>Liste Saint-Josse</i>	<i>Liste Cohn-Bendit</i>	<i>Liste Hollande</i>	<i>Liste Hue</i>	<i>Liste Laguiller</i>
2	2	2	2	1	1	1
6	10	6	3	2	②	4
2	3	4	5	3	4	3
4	①	4	5	6	4	10
10	6	②	①	5	8	5
9	9	9	4	4	3	②
①	4	6	8	7	6	7
5	7	①	12	11	8	12
8	4	10	9	11	12	11
7	7	11	7	9	10	7
11	10	8	11	9	10	6
12	10	11	10	8	7	9

173

8,4 % à Lanester, 7,3 % à Grande-Synthe ou 6,9 % à Liévin.

#### LA GAUCHE PLURIELLE CONFORTÉE

##### *Le succès du Parti socialiste*

Sur le plan politique, le Parti socialiste obtient un résultat presque idéal. Pour la première fois des cinq élections européennes, il se classe en tête du scrutin avec 21,9 % des suffrages exprimés, au-dessus donc de la barre des 20 % – ce qui, en raison de l'émiettement proportionnaliste croissant, n'était nullement évident – et avec près de 9 points d'avance sur le second. Si les listes Sarkozy et Bayrou s'étaient unies et si, par extraordinaire, elles avaient conservé dans l'union tous leurs électeurs, la liste Hollande l'aurait malgré tout emporté (21,9 % contre 21,8 %). Deux ans de

pouvoir n'ont pas suscité l'habituelle usure gouvernementale. La gauche plurielle, on l'a vu, devance la droite modérée et avec l'extrême gauche fait pratiquement jeu égal avec l'ensemble des droites pour la première fois depuis 1988. Au surplus, la menace de contestation anti-gouvernementale que recélait le vote d'extrême gauche s'est révélée assez limitée : avec 5,2 % des voix, la liste Laguiller-Krivine fait moins bien que la seule Arlette au soir de la présidentielle (5,4 %). Plus subtilement enfin, le résultat sert Lionel Jospin en faisant du PS un parti dominant mais non hégémonique. La liste Hollande représente 56,9 % des voix au sein de la gauche plurielle – au-dessus donc des 50 % mais moins qu'aux législatives de 1997 où le PS comptait encore pour 61,5 % des suffrages.

**Tableau 14. La composition de l'électorat communiste par grandes catégories sociales**

<i>Profession du chef de ménage</i>	<i>Européennes 1989</i>	<i>Présidentielle 1995</i>	<i>Européennes 1999</i>
– Cadre supérieur, profession intermédiaire	15	28	29
– Employé, ouvrier	46	37	26
– Autres actifs	4	4	6
– Inactif, retraité	35	31	39
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Sondages post-électorales de la Sofres.

174

Trois signes cependant devraient inciter les socialistes à une certaine prudence pour l'avenir. En premier lieu, leurs zones de force ne cessent de se rétrécir. Aux européennes de 1989, ils dépassaient les 25 % des voix dans 35 départements, à la présidentielle de 1995 dans 31, aux européennes de 1999 dans seulement 21. En deuxième lieu, le PS ne réussit pas à reconquérir les catégories populaires qui l'ont fui au début des années 1990. En dix ans, il perd 18 points chez les employés, 7 chez les ouvriers tandis qu'il en gagne 6 parmi les cadres supérieurs et 4 dans les hauts revenus. Dans son électorat, la proportion d'ouvriers et d'employés tombe de 36 % en 1989 à 32 % en 1995 et 22 % seulement en 1999. Enfin, le Parti socialiste voit une partie de ses troupes le quitter, au moins le temps d'un scrutin, pour les Verts. Selon les sondages, 15 % des électeurs Jospin du premier tour de la présidentielle ayant voté aux européennes sont allés sur la liste Cohn-Bendit (4 % sur Laguiller, 5 % sur Hue). Dans les villes, entre les évolutions du vote socialiste et du vote Verts, le coefficient de corrélation de la prési-

dentielle aux européennes est élevé (-.43). Il y a là le signe d'une fragilité et d'une fluidité persistantes du vote socialiste.

### *Bouge pas le PC !*

En dépit, ou à cause, de son ouverture à la société civile, la liste « Bouge l'Europe ! » patronnée par le PC réalise le plus mauvais score de toute l'histoire électorale du communisme en France, pire même à 0,03 point que le score d'André Lajoinie à la présidentielle de 1988. Le PC termine *ex aequo* avec les Chasseurs, loin derrière les Verts. Cet échec traduit la perte continue des attrait du Parti malgré les efforts de sa direction pour assurer la « mutation ». Entre les européennes de 1989 et celles de 1999, le recul global n'est que de 1 point mais, il y a dix ans, le PC dépassait encore 10 % des voix dans 20 départements et il y parvient dans 10 seulement aujourd'hui. Le Parti perd à la fois sur sa gauche et sur sa droite. Dans les villes, le coefficient de corrélation est élevé de 1989 à 1999 entre le recul du parti et les évolutions de l'extrême gauche (-.40) ou du Parti socialiste (-.46). Il est nul en

revanche avec les évolutions des écologistes (-.01) et des Chasseurs (-.01). Le PC ne parvient plus à drainer une grande part du vote d'extrême gauche (ceux qui occupent les positions 1 et 2 sur l'échelle gauche/droite) : 42 % votaient pour lui en 1989, 36 % en 1995, 29 % seulement en 1999 (20 % pour l'extrême gauche, 26 % pour le PS et 19 % pour les Verts). Son influence diminue constamment en milieu ouvrier et parmi les employés. Chez les ouvriers, il obtenait 12 % des voix en 1989, 10 % en 1995, 7 % seulement en 1999 ; chez les employés 16 % en 1989, 10 % en 1995, 8 % en 1999. Ces pertes aboutissent à une modification profonde de la sociologie du vote communiste. Pour la première fois de son histoire, en juin 1999, la proportion de cadres supérieurs et de professions intermédiaires est supérieure à celle des ouvriers et des employés (voir *tableau 14*).

Dans ses malheurs, le PC évite cependant deux traumatismes supplémentaires. Il devance nettement la liste trotskiste avec 6,9 % des voix contre 5,2 %. Il l'emporte sur elle dans 75 des 96 départements, dans 274 villes sur 398. Il est en tête de peu mais en tête parmi les ouvriers (7 % contre 6 %), les bas revenus (8 % contre 7 %), les personnes qui sur l'échiquier politique se classent à l'extrême gauche (29 % contre 20 %). En revanche, il est derrière elle chez les moins de 35 ans (5 % contre 7 %). En outre, dans les 55 municipalités qu'il détient dans les villes de plus de 20 000 habitants, le PC résiste plutôt bien, obtenant 18,1 % des voix contre 17,7 % à la présidentielle (+0,4 point, alors qu'à l'échelle nationale le recul est de -1,9 point). Il y a quatre ans, Robert Hue ne l'emportait sur Lionel Jospin que dans 9 de ces villes. Cette fois-

ci, le secrétaire national du PC devance vingt fois le Premier secrétaire du PS.

### *La montée des Verts*

Le succès des écologistes – 9,8 % pour la liste Cohn-Bendit auxquels s'ajoute 1,6 % pour la liste indépendante d'Antoine Waechter – repose sur le mariage réussi entre la tradition des Verts et l'écologie urbaine et aisée dont Brice Lalonde était autrefois le champion. Le coefficient de corrélation de Cohn-Bendit est d'ailleurs beaucoup plus élevé avec les résultats de Génération Écologie aux régionales de 1992 (.57) qu'avec le vote Verts à ce scrutin (.18). Plus largement, dans les villes, les coefficients de corrélation donnent comme caractéristiques un vote européen, aisé, diplômé, jeune (et pas soixante-huitard), qui croît enfin régulièrement avec la taille des villes (voir *tableau 15*).

Le vote Cohn-Bendit apparaît clairement comme un vote de gauche. Sur l'échiquier politique, 73 % de ses électeurs se classent à l'extrême gauche (27 %) ou à gauche (46 %). 61 % ont voté Lionel Jospin au second tour de la présidentielle, seulement 17 % Chirac, 22 % n'ont pas pris part au vote. En termes d'opinions, 83 % font confiance à Lionel Jospin, 82 % ont une bonne opinion du PS (22 % seulement pour l'UDF, 12 % pour le RPR). Les Verts s'affichent désormais comme un concurrent du Parti socialiste, en particulier dans les couches jeunes, aisées et cultivées de la population.

Encore faut-il raison garder. Le retour au scrutin majoritaire dans les prochaines échéances rend très difficile pour les écologistes de tirer tout le profit possible de leur résultat des euro-

*Tableau 15. Les caractéristiques  
du vote Cohn-Bendit*

*Coefficient de corrélation par communes de plus de 20 000 habitants*

– avec le vote « oui » en 1992	.62
– avec les cadres supérieurs	.52
– les professions intermédiaires	.53
– les ouvriers	-.38
– les inactifs, retraités	-.39
– avec les moins de 35 ans	.32
– les plus de 50 ans	-.37
– avec les sans diplôme, certificat d'études	-.65
– les secondaires d'enseignement technique	-.10
– les secondaires d'enseignement général	.00
– les bacheliers	.45
– les diplômés de l'enseignement supérieur	.52

176

*Score selon la taille des communes*

– Moins de 20 000 habitants	8,9 %
– De 20 000 à 50 000 habitants	10,4 %
– De 50 000 à 100 000 habitants	10,9 %
– Plus de 100 000 habitants	12,1 %
– Paris, Lyon, Marseille	14,8 %

peennes. Les Verts souffrent cruellement de leur absence de fiefs. Dans *aucun* département, dans *aucune* ville de plus de 20 000 habitants, la liste Cohn-Bendit ne parvient à devancer la liste Hollande. Il en est ainsi à Paris (sauf dans 3 arrondissements), à Lyon (sauf dans 1 arrondissement) comme à Strasbourg, Grenoble ou Rennes. Il en est de même à Dôle, terre de Dominique Voynet, et à Bègles, terre de Noël Mamère. Après les européennes, les Verts ont davantage les moyens de se faire entendre. Mais, à la

différence du PC, ils n'ont pas les fiefs qui leur donneraient les moyens de faire élire des maires ou des députés en acceptant une compétition frontale de premier tour.

Le scrutin des européennes a fait trois vainqueurs et un grand vaincu. Au rang des vainqueurs figurent Lionel Jospin *via* François Hollande, Daniel Cohn-Bendit qui signe un retour fracassant

trente et un ans après ses jours de gloire et Charles Pasqua qui, malgré un score limité, tire son épingle du jeu. Le vaincu, plus que Nicolas Sarkozy, est Jacques Chirac lui-même, incapable de réussir l'union qu'il voulait imposer, déstabilisé par le retrait de Philippe Séguin, ignoré par la prise d'autonomie de François Bayrou, bafoué par le parcours de Charles Pasqua. A trois ans de la pro-

chaine présidentielle, unique objet de ses pensées, le président de la République peut se demander comment remettre sur pied le RPR et organiser à son profit une droite plurielle. Deux ans ne seront pas de trop pour atteindre au moins un de ces deux objectifs, avant le sprint final qui, de mars 2001 à avril 2002, devrait voir se succéder, en rafale, municipales, législatives et présidentielle.